

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre) : Monsieur l'Orateur, aux conférences impériales de Londres, quand il s'agit d'étudier la politique étrangère, le secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures a coutume de présenter une revue d'ensemble de la situation mondiale et d'exposer à cet égard les problèmes qui intéressent particulièrement les nations du commonwealth britannique. Au cours de l'exposé, il s'attache aux sujets qui seront probablement l'objet principal de l'attention et des préoccupations. On ajourne la discussion de questions particulières jusqu'à ce qu'un exposé général de la situation internationale ait été présenté. Cette façon de procéder entraîne au début une déclaration assez longue, mais on a constaté qu'en fin de compte c'est la façon la plus efficace de montrer les problèmes importants sous leur vrai jour. L'indication de leurs multiples aspects et de leur interdépendance contribue à placer chaque question sous un jour exact et à éviter ainsi beaucoup de controverses et de discussions.

Dans la déclaration que je vais faire cet après-midi sur la situation étrangère et sur les autres affaires extérieures qui offrent un intérêt immédiat pour le Canada, je suivrai la méthode que je viens d'indiquer. C'est celle qui permet de faire l'exposé le plus complet et, en même temps, le plus bref des affaires internationales et de la politique du Gouvernement à cet égard.

Inutile de rappeler aux députés l'importance qu'à l'étranger ainsi qu'au pays on attache, en une période comme celle-ci, à toute déclaration sur la politique étrangère faite au nom de n'importe quel gouvernement; je pourrais même dire l'importance exagérée trop souvent attribuée à une seule phrase ou à un seul mot. Pour ce motif, je ne m'excuse pas auprès de la Chambre de m'être donné la peine d'écrire la majeure partie de mes remarques de cet après-midi. On me pardonnera peut-être de suivre le texte d'assez près, d'un bout à l'autre.

Je serais fort reconnaissant à la Chambre de me laisser faire mes remarques sans interruption, sauf, cela va de soi, quand on révoquera en doute la justesse ou l'exactitude d'une observation. Au cours du débat, soit sur la déclaration même, soit lors de l'étude en comité des crédits du département des Affaires extérieures, je m'efforcerai volontiers de répondre aux questions posées ou de fournir d'autres précisions sur les questions traitées, au gré des honorables membres.

Je regrette que mon exposé soit plus long que j'eusse pu le désirer. Si je suis à blâmer à cet égard, c'est que tout exposé de la politique ministérielle relativement à la situa-

tion mondiale doit, de toute nécessité, avoir une certaine ampleur, surtout quand on désire communiquer le plus de renseignements possible.

Les mois qui se sont écoulés depuis la prorogation du Parlement, en juillet, ont été une période agitée et incertaine au point de vue international. La guerre fait encore rage sur un continent et, du fait de la guerre civile et de rumeurs et de menaces de guerre, la situation a été fort tendue sur un autre continent. Le monde, qui avait consacré à des préparatifs militaires directs quatre milliards de dollars-or il y a huit ou neuf ans, y sacrifiait l'an dernier neuf milliards et demi, les trois quarts de cette somme colossale étant dépensés par des pays européens. Tous ces pays affectent, à des degrés divers, quelques-uns par ambition et d'autres par crainte, à la construction d'avions de bombardement et à la fabrication de munitions, les ressources dont ils ont un pressant besoin pour le relèvement du niveau d'existence de leur population. Dans plusieurs pays, non pas dans un seul, la critique est tenue pour trahison, les adversaires sont supprimés, les minorités sont refoulées et la force est ouvertement glorifiée. Le relèvement économique se trouve entravé par la crainte de ce que l'avenir réserve. Il existe, j'en suis convaincu, de fortes raisons d'espérer, comme aussi de craindre, mais il est impossible de trouver une base solide pour l'établissement de la paix si nous refusons d'envisager les faits tels qu'ils se présentent aujourd'hui.

La crise qui s'est produite en septembre dernier au sujet de la Tchécoslovaquie s'est révélée l'événement principal de 1938, le fait politique le plus important peut-être de l'Europe depuis le traité de Versailles. Vu que l'on m'a demandé de parler surtout de la crise de septembre, et étant donné qu'elle a servi de fondement aux événements subséquents, il devient nécessaire de rappeler quelques-unes des phases de cet incident. Je le ferai brièvement, car les principaux stades de cette période critique sont encore présents à la mémoire de tous les honorables membres de la Chambre.

Les difficultés qui existaient entre les Tchèques et les Allemands des Sudètes, et qui ont eu leur aboutissement l'an dernier, ne sont nouvelles pour personne. Elles constituaient la dernière phase d'une rivalité sept fois séculaire entre Slaves et Teutons. La faillite de l'empire austro-hongrois à assurer, par une fédération ou par quelque autre moyen, la liberté et l'égalité aux principaux groupes ethniques renfermés dans ses frontières, a été la cause immédiate de la Grande Guerre. A l'époque de la rédaction des conditions de paix, à Paris, on a cherché une solution, non dans une fédération qui aurait préservé l'unité